



Les premiers ministres des provinces et territoires travaillent au renforcement de partenariats commerciaux

SAINT ANDREWS (Nouveau-Brunswick), 19 juillet 2018 – Des relations commerciales solides sont essentielles à la croissance économique et à la prospérité continue du Canada. Pour assurer un avenir encore meilleur aux travailleurs et aux communautés de partout au pays, et dans le but de contrer l’incertitude économique provenant de l’étranger, les premiers ministres des provinces et territoires travaillent à améliorer les relations commerciales existantes et à établir de nouveaux partenariats avec les marchés mondiaux émergents.

Le Canada et les États-Unis sont des amis, des voisins, des partenaires et des alliés – une relation fondée sur des valeurs partagées, des liens géographiques et des intérêts communs. Ce partenariat contribue à la sécurité économique des deux pays. Les premiers ministres accentueront leurs efforts de coordination, de collaboration et de mobilisation afin d’assurer le maintien et de la consolidation de cette relation.

Bâtir l’économie du Canada exige également de s’ouvrir aux marchés émergents et d’explorer de nouvelles possibilités. Les premiers ministres s’impliqueront activement dans la recherche et le développement de nouveaux marchés pour les biens canadiens et entendent contribuer à l’élargissement des relations commerciales du Canada.

Relations Canada – États-Unis

Le partenariat économique entre le Canada et les États-Unis existe depuis de nombreuses années et leur est mutuellement bénéfique. La zone nord-américaine de libre-échange est la plus vaste région économique au monde, englobant un marché régional de 29 billions de dollars regroupant plus de 480 millions de consommateurs. En 2017, le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis dépassait les 889 milliards de dollars, et représentait plus de 2,3 milliards de dollars en biens et services franchissant la frontière chaque jour. Près de 9 millions d’emplois américains dépendent du commerce et des investissements avec le Canada. Plus de la moitié de toutes les importations canadiennes proviennent des États-Unis (294 milliards de dollars en 2017). Les premiers ministres des provinces et territoires ont insisté sur la nature intégrée des économies canadienne et américaine et sur la manière dont les biens et les services de qualité produits dans le cadre de ce partenariat solide contribuent à une prospérité continue pour ces deux pays.

Les premiers ministres ont aussi insisté sur l’importance, pour les provinces et les territoires, de mener des activités de démarchage énergiques, sur une base continue, ainsi que sur la nécessité, pour le gouvernement fédéral, de maintenir la mobilisation entreprise auprès de son homologue américain afin de renforcer les avantages mutuels de la relation commerciale Canada – États-Unis. Dans le cadre d’un travail de coordination et de collaboration continue, les premiers ministres s’emploieront à bien faire connaître l’importance des relations commerciales pour les travailleurs canadiens et américains et leurs familles.

Les premiers ministres ont discuté d'une stratégie ciblée pour sensibiliser un plus grand éventail d'Américains aux avantages du commerce entre nos deux pays. Dans le cadre de cette stratégie, ils mettront à profit les relations solides qu'ils entretiennent avec les gouverneurs américains par la tenue d'une mission à Washington, D.C., coïncidant avec la rencontre hivernale de la National Governors Association, en février 2019.

Les premiers ministres des provinces et territoires s'engagent à poursuivre leur étroite collaboration avec le gouvernement fédéral afin que les intérêts de tous les Canadiens soient reflétés dans la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Un commerce libre et ouvert dans le cadre de l'ALÉNA a permis à toutes les parties de profiter d'avantages considérables. Il est important de prendre le temps nécessaire pour que l'accord commercial modernisé convienne à tous.

Les premiers ministres s'opposent aux politiques protectionnistes et aux mesures commerciales injustes des États-Unis qui affectent gravement les travailleurs, les familles et les consommateurs des deux côtés de la frontière. Les récents tarifs imposés sur les importations d'acier et d'aluminium canadiens aux États-Unis sont néfastes pour les producteurs et les travailleurs canadiens et américains. Ces mesures, imposées par l'Administration américaine, perturbent les chaînes d'approvisionnement existantes, lesquelles sont étroitement liées, et ont contribué à rendre l'acier et l'aluminium nord-américain plus concurrentiel dans le monde entier. Les premiers ministres ont réitéré leur soutien aux mesures adoptées par le gouvernement fédéral en réponse aux tarifs injustes et déraisonnables des États-Unis. Ils conviennent que tout tarif américain imposé au Canada sous prétexte qu'il s'agit d'une question de sécurité nationale des États-Unis est non fondé.

Les premiers ministres ont fait part de leur préoccupation à l'égard de l'enquête américaine en cours sur les importations d'automobiles et de pièces automobiles et ont souligné le fait que ces produits ne posent aucune menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Des tarifs dans ce domaine pourraient avoir des conséquences graves des deux côtés de la frontière, compte tenu du degré élevé d'intégration et d'interdépendance des industries automobiles canadienne et américaine.

Les premiers ministres suivent aussi de très près l'évolution de l'enquête américaine sur les importations d'uranium. Ils travailleront avec le gouvernement fédéral afin de s'assurer que cette enquête ainsi que toutes les mesures commerciales qui pourraient en résulter n'affecteront pas les exportations canadiennes d'uranium.

Les premiers ministres continuent également d'être préoccupés par les récents tarifs injustifiés imposés sur les exportations canadiennes de papier non couché (papier journal) et par le différend en cours concernant le bois d'œuvre; ils appuient les mesures du gouvernement fédéral visant à riposter à ces tarifs injustifiés. Les premiers ministres ont aussi fait part de leurs inquiétudes à l'égard des menaces dont font l'objet les produits agricoles canadiens.

Améliorer le commerce international

Les premiers ministres des provinces et territoires reconnaissent que l'accroissement des échanges commerciaux et l'accès à de nouveaux marchés internationaux sont essentiels à la prospérité continue du Canada. Ils appuient énergiquement les efforts visant à accroître les échanges commerciaux par la conclusion d'accords de commerce international. Ils ont notamment souligné les opportunités engendrées par la récente signature de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) ainsi que le renforcement des relations commerciales avec l'Europe occasionné par la signature de l'Accord économique et commercial global (AECG). Les premiers ministres entendent consacrer des efforts concertés afin de maximiser les avantages de ces nouvelles relations commerciales pour les Canadiens.

Les premiers ministres insistent sur l'importance, maintenant plus que jamais, de diversifier les échanges commerciaux. Ils pressent le gouvernement fédéral d'aller de l'avant avec la conclusion de nouveaux accords dans des marchés clés, particulièrement dans la zone Asie-Pacifique, afin d'assurer aux biens canadiens un accès aux marchés internationaux en croissance.

Alors que le gouvernement fédéral prend part et prendra part à des négociations commerciales, les premiers ministres ont réaffirmé leur intention d'y participer de manière active et significative afin que les intérêts provinciaux et territoriaux soient pleinement représentés et pris en considération. Ils soulignent que cette intention suppose également l'engagement et la participation active des provinces et des territoires à la mise en œuvre des accords commerciaux ainsi que leur représentation directe dans les structures des comités de ces accords, notamment ceux liés à l'AECG.

Compte tenu de ces nombreux défis auxquels est confronté le Canada, les premiers ministres des provinces et territoires pressent le premier ministre du Canada de convoquer une Rencontre des premiers ministres sous le thème de l'économie avant la fin de la présente année.

– 30 –

Les médias sont priés de s'adresser à :

Jean-François Pelletier
Communications
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
506 451-5319
jean-francois.pelletier@gnb.ca